

Des moyens financiers pour les EHPAD publics !

Le 30 janvier, et constamment, soyons mobilisés pour une autre politique d'accompagnement du vieillissement et des EHPAD, car la situation est de plus en plus dramatique, touchant bien souvent la maltraitance institutionnelle en dépit du professionnalisme et du dévouement des personnels.

Manifestation à Quimper le mardi 30 janvier 2018.



Déclaration de la Fédération du Parti Communiste Français du Finistère, jeudi 24 janvier 2018 : Assez de souffrance dans les EHPAD

Déclaration de la fédération du Finistère du Parti Communiste
Français

ASSEZ DE SOUFFRANCES DANS LES EHPAD !

Depuis plusieurs mois les salarié-es des EHPAD ont brisé la chape de silence pesant sur les souffrances intolérables qui y sont vécues. L'insuffisance des effectifs et des financements conduit pour les personnels comme pour les résidents à une situation dramatique qui porte atteinte à la dignité humaine, jusqu'à la maltraitance, et est indigne d'un pays civilisé.

Les personnes âgées, qu'elles soient à domicile ou en maison de retraite, les salarié-es qui travaillent dans ces filières, les aidants familiaux payent un lourd tribut aux politiques menées ces dernières années et dominées par la soumission à la finance.

Avec Macron, les divers cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales au profit des plus riches et des grandes entreprises explosent, pillant le budget de l'État, l'évasion

fiscale à elle seule l'ampute de 80 milliards d'euros par an.

La France devient un paradis pour les actionnaires.

L'argent public va à la rente du capital et manque pour répondre aux besoins humains et sociaux les plus essentiels, parmi lesquels l'accompagnement du vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie.



Vieillir dans une société où l'argent prime sur l'humain s'accompagne d'angoisse et de difficultés : prélèvements sur les retraites, notamment la hausse de la CSG, insuffisance et coût des services d'aide à domicile, manque de places dans les maisons de retraite, reste à charge très important pour les résidents et leurs familles, accès aux soins plus difficile, services publics qui désertent les territoires ruraux et les quartiers populaires...

Et pour celles et ceux qui ne peuvent poursuivre leur vie à domicile, c'est trop souvent une maltraitance institutionnelle, des soins dégradés, des contacts humains réduits à leur plus simple expression car les personnels en nombre insuffisant sont débordés, épuisés, traumatisés de ne pouvoir accorder à chacun-e des résident-es un peu de temps, d'attention.

Selon la ministre de la Santé, il n'y a pas de problème d'effectifs ou de budget dans les EHPAD, c'est juste une question de « management », car pour elle ce sont des entreprises, pas des lieux de vie.

La réalité, selon la mission parlementaire qui a enquêté, c'est un sous-effectif généralisé, des conditions de travail particulièrement difficiles, l'absence d'infirmier-ère de nuit, une tarification qui accentue les inégalités territoriales...

Dans le Finistère, département vieillissant, 124 EHPAD publics ou privés offrent 11 300 places, soit 115 places pour 1 000 habitants de plus de 75 ans. Ce nombre stagne, quant aux places en foyers-logements, elles diminuent. C'est insuffisant pour répondre aux demandes..

Encore plus insuffisants les effectifs des personnels : le ratio devrait être d'un professionnel par résident, il est moitié moindre.

Le taux d'équipement en soins infirmiers et aide à domicile est inférieur à la moyenne bretonne.

En 2017 on comptait dans le budget départemental plus de 100 millions d'euros versés pour l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) mais seulement 38 millions compensés par l'État !

Derrière ces chiffres il y a des réalités humaines insupportables.

Et ils sont encore plus alarmants au regard de l'évolution démographique : la proportion des plus de 75 ans dans le Finistère devrait passer de 10,9 % à plus de 18 % en 2050.

Parce que l'humain est au cœur de leur projet, les communistes mettent en débat d'autres choix : création d'emplois qualifiés sur la base d'un salarié par personne âgée, mise en place d'un grand service public de santé de proximité, d'un pôle public départemental de l'autonomie ; formation de soignants ; suppression du numerus clausus en médecine ; suppression des restes à charge pour les familles ; financement de l'hôpital public à hauteur des besoins.

Ils proposent un financement solidaire à 100 % par la Sécurité Sociale, une cotisation supplémentaire sur les revenus financiers, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, la suppression de la CSG, l'obligation pour l'État de compenser les dépenses des départements pour l'APA et la PCH (prestation de compensation du handicap).

La fédération du Finistère du PCF s'inscrit dans ce combat pour une société solidaire et apporte tout son soutien à la journée de mobilisation organisée par la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la CFTC. Elle appelle à participer en grand nombre à la manifestation départementale qui aura lieu le mardi 30 janvier à 15h place de la Résistance à Quimper. Nous sommes toutes et tous concerné-es !

Ismaël Dupont **secrétaire départemental du PCF.**

Yvonne Rainero membre de sa commission nationale santé-protection sociale.

Mardi 10 à Brest, Quimper et Morlaix tous dans la rue pour défendre les services publics !



Communiqué du PCF Finistère : appel à la mobilisation pour la journée d'action dans la Fonction Publique le 10 octobre au côté des syndicats, personnels et usagers des services publics.

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accroissent pour les agents de la fonction publique (gel de la valeur du point indice, retour à la journée de carence, menace de 120 000 suppressions d'emploi...). Ces mesures vont dégrader le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agents publics et fragiliser les services publics rendus aux usagers.



La Fédération du Finistère du Parti communiste se félicite que que l'ensemble des syndicats soient tombés d'accord pour contrer ces mesures régressives.

Pour le PCF il faut, à l'inverse de ce que fait le gouvernement du président Macron, un service public répondant aux besoins de la population. Cela passe obligatoirement par la remise en cause de l'austérité budgétaire, le renforcement du maillage territorial, en particulier en secteurs suburbains et ruraux, et des plans d'investissement pour assurer l'ensemble des missions de service public dans les fonctions publiques d'état, territoriale et hospitalière (formation, création de postes sous statut et la titularisation des personnels précaires...)



Pour ces raisons la fédération du Finistère du PCF appuie pleinement les initiatives d'action menées par les agents des services publics et leurs syndicats, et entend contribuer activement au succès des **manifestations qui auront lieu dans le département le mardi 10 octobre, à 10h30 : à Brest, place de la Liberté ; à Quimper, place de la Résistance et à Morlaix, place des Otages.**

À Brest le 5 octobre 2017

Fédération du PCF du Finistère – 5 rue Henri Moreau – 29200 Brest